

Avons-nous perdu ?

 lalettrepatriote.com/avons-nous-perdu

19 octobre 2020

“La peur va changer de camp” a dit le Président. Il était temps ! « Ils ne passeront pas » a encore déclaré Emmanuel Macron d’un ton martial. Allusion au « No Pasaràn » entonné par les républicains espagnols face aux troupes de Franco. Magnifique ! Sauf qu’ils ont perdu !

Avons-nous perdu ? C’est ce que pensent presque tous les policiers qui se sont frottés au terrain dans les biens nommés “territoires perdus de la République”. Un temps sous protection policière, j’en ai connu des dizaines. Ils s’appelaient Mathieu ou Mohamed et avaient quitté les Bac, les Brigades anti-criminalité. Ils s’étaient lassés des insultes en bas des immeubles, de la lourdeur de la procédure et de l’attitude des magistrats trop souvent plus méfiants à leur endroit qu’à l’égard des délinquants. Je me souviens de leurs mines désolées lorsque je croisais leurs regards dans le rétroviseur : “c’est trop tard Monsieur” ! Ils en voulaient d’ailleurs aux syndicats de police qui – comme chez les profs – étaient longtemps restés sans réaction. Leurs dirigeants étant plus préoccupés de leur petite carrière et de se faire bien voir du Ministère que de dénoncer la dégradation de la situation.

Cacher la poussière sous le tapis : c’est la stratégie de la plupart des services publics depuis des dizaines d’années. Education Nationale, APHP, Universités, police, gendarmerie et administrations pénitentiaires n’accueillent pas volontiers les caméras. Et lorsqu’on les autorise, c’est pour une opération de com ! Ainsi à la prison de Fresnes lorsque nous avons tourné, en 2016, le Dossier Tabou sur l’islamisme en France. Fresnes était soi-disant le lieu d’expérimentation d’un programme de “déradicalisation”. Le directeur de l’établissement préférait d’ailleurs parler de “désengagement”. Pour ne pas stigmatiser ! Sauf que le programme en question était de la poudre aux yeux. Les détenus condamnés ou mis en examen pour terrorisme voyaient un imam en tout et pour tout dix minutes par mois. Même régime au centre de détention de Nanterre où les détenus pouvaient par ailleurs commander des ouvrages sur le salafisme édité en Arabie Saoudite ! Et que dire de la RATP qui acceptait les diktats d’islamistes syndiqués à la CGT réclamant de changer de bus au motif qu’une femme l’avait conduit la veille avec le risque qu’elle ait “souillé” le siège de ses règles ! L’État lui-même ne montrait pas l’exemple en matière de fermeté. En 2016, le Ministère de l’Intérieur organisait un colloque sur la radicalisation à l’École Militaire. Dans ce lieu martial, on a assisté à un véritable concours de lâcheté. Le niveau de déni était tel à l’époque que pas une fois on y a prononcé les mots Islam, islamisme, salafisme ou même djihadisme, devenu le mot fourre-tout de la demission sémantique. J’ai écouté – consterné – un haut-fonctionnaire expliquer doctement que la radicalisation pouvait survenir après un accident de la vie. Divorce, deuil, perte d’emploi : vous pouvez alors glisser sur la pente fatale de la dépression, de l’alcoolisme ou connaître une « poussée

de bouton » terroriste ! Et tout le monde peut dérapier et couper une tête avec un couteau de cuisine comme à Saint-Quentin-Fallavier en 2015 ou à Conflans en 2020. Il suffit d'un simple accident de la vie vous dis-je !

Ce négationnisme continue. La Sorbonne, sous la pression de syndicats étudiants, a annulé il y a quelques mois une formation pour détecter et prévenir la radicalisation islamiste. Plus récemment, des internautes ont révélé la scandaleuse inscription sur cette plaque parisienne à la mémoire du gendarme Beltrame, « mort victime de son héroïsme » ! L'héroïsme, cette belle exception, est donc élevée au rang de maladie sur un front où la lâcheté reste une règle de comportement.

Et pourtant... Les attentats nombreux et meurtriers – 290 morts depuis 2012 – n'ont cessé de se succéder depuis des années. Public, privé, journalistes, artistes, sportifs, prêtres, policiers ou professionnels de santé : l'un après l'autre, tous les pans de la société étaient atteints. Comme dans "Les animaux malades de la peste" de La Fontaine, "ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés". Aujourd'hui c'est donc le tour de l'école. Les syndicats d'enseignants se mobilisent. Enfin ! Car nombreux sont ceux qui ont détourné le regard de crainte d'enfreindre les règles du "vivre ensemble". Les professeurs sont pourtant en première ligne pour constater la montée de l'islamisme. Se souvient-on des circonvolutions oratoires pour nier les "multiples atteintes à la laïcité" dans les salles de classe – comme on dit pudiquement – après Charlie-Hebdo, le Bataclan et l'Hyper Casher ?! Il ne fallait pas risquer de donner raison au RN. Pas de vagues ! Résultat : l'extrême-droite a préempté quelques temps la défense de la laïcité.

La laïcité : parlons-en ! On s'en réclame à satiété ! Mais on ne meurt pas pour la laïcité, pas plus qu'on ne meurt pour une loi ou un règlement. On meurt pour l'idée que l'on se fait de l'homme, de son destin, de sa liberté. Les salariés de Charlie-Hebdo et le professeur de Conflans étaient partie prenante d'une civilisation. C'est cela que nous devons défendre. Le drame de ce week-end rend particulièrement pathétiques et vains les récents débats sémantiques : faut-il une loi sur la laïcité, le séparatisme, l'islamisme ?! Nos contritions signent nos abandons. Il faut passer de la défense à l'attaque. Pas la peine de sacrifier nos soldats au Sahel pour laisser l'islamisme grignoter nos territoires, nos institutions et nos principes... en France.

Aujourd'hui l'indignation est générale mais lorsque l'on s'indigne, n'est-il pas déjà trop tard ?

Si l'on veut gagner ce combat, il faut :

– Mettre un terme au fameux "pas d'amalgame" qui oblige celui qui s'interroge sur l'Islam à se justifier ! Habile retournement d'ailleurs théorisé par le CCIF via le concept d'islamophobie. Le même CCIF qui dès vendredi soir – préconisait "le silence" (sic)... et entamait des poursuites judiciaires contre ces cibles favorites dont la courageuse Zineb El Rhazoui.

– Que l’on arrête d’invoquer la “défense de la laïcité “ alors que c’est notre civilisation qui est attaqué !

– Que l’Etat cesse de vouloir “réformer” l’Islam en France alors que c’est aux musulmans de le faire. Encore faut-il que les “modérés” comme on les appelle soient disposés à descendre de leur Aventin plutôt que de jouer les Ponce Pilate. Pourquoi ne pas retrouver la source fraîche des courants mystiques de l’Islam ? Quel rapport entre Dieu et les règles d’hygiène et de soumission du croyant qui deviennent instrument de contrôle social ? Une obsession qui fait le lit des tyrannies. Et qui rend l’air irrespirable dans certains quartiers de France soumis à la loi des radicaux.

– Ne plus feindre d’ignorer que la lutte contre l’islamisme est un combat mondial. Qu’il y a sur notre territoire des musulmans répondant d’abord aux ordres d’Ankara, d’Alger, de Doha ou de Ryad. Des capitales qui restent aujourd’hui encore les fourriers de l’Islam politique et radical. Elles se livrent sur notre territoire à une lutte d’influence propice à la surenchère extrémiste. En Autriche, une loi interdit tout financement étranger de l’Islam. Pourquoi ne pas appliquer le même régime en France ? Par ce que le Conseil d’État ou le Conseil Constitutionnel annuleraient le texte de loi au motif qu’il rompt le principe d’égalité ? Au nom de l’État de droit ? Mais à quoi correspond le juridisme s’il s’éloigne du service de l’intérêt général, de l’esprit de la République et de la protection des citoyens ?! Récemment le Conseil Constitutionnel a censuré la loi prévoyant un suivi des ex-détenus radicalisés. L’Etat de droit est parfois un canard sans tête ou un missile intelligent qui n’atteint jamais sa cible.

– Combattre l’islamisme, c’est aussi combattre le “racialisme” promu par La France Insoumise. Cette idéologie veut déconstruire notre socle de valeurs, abattre les statues comme le font des hommes de Daech.

– Il faut enfin cesser de considérer que contrôler l’immigration est un crime ! Est-ce faire preuve de générosité que d’accueillir des hommes, des femmes et des enfants venus d’un autre continent, d’une autre culture et de les laisser pour la plupart démunis face à la brutalité de notre modèle de société ? Brutalité s’entend par effet contraste avec celui qu’ils ont connu jusque-là ! Netflix n’est pas très regardé à Grozny ou Kaboul ! Quitte à en choquer certains, je pense que le Pakistanais de Charlie, le Tchétchène de Conflans-Saint-Honorine sont aussi des victimes. Notre manière de vivre, notre système de valeur n’est pas le même que le leur. Si on ne prend pas le temps de le leur expliquer, ils peuvent en être heurtés. L’intégration n’est pas une option, c’est une nécessité et un devoir. Mais comment faire dans une société en voie de désintégration ?

Ce combat contre l’islamisme passe aussi par un retour de sentiments depuis longtemps criminalisés par une certaine gauche : la fierté d’être ce que nous sommes, les enfants d’un territoire et d’une histoire. Le fruit d’un héritage à l’égal de tous les peuples du monde. Ni plus, ni moins. Il est terrible de constater qu’il faille une nouvelle tragédie pour que les consciences se réveillent.

